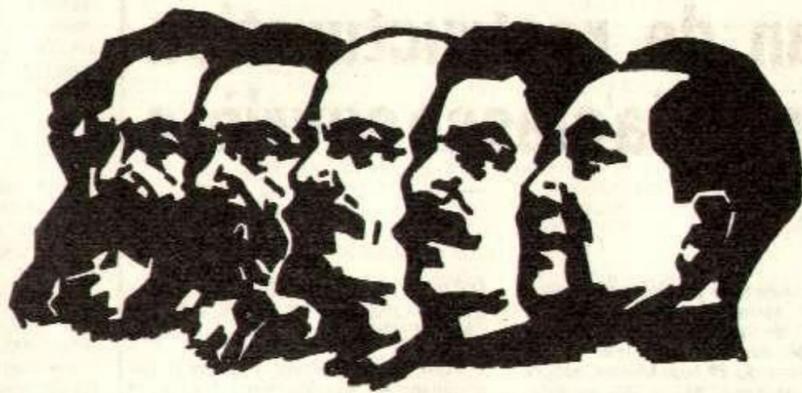


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 37 / 14 SEPTEMBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

**nouvelle agression sioniste
contre les camps de réfugiés palestiniens**

SIONISTES ASSASSINS

Raser les villages palestiniens, exterminer leurs habitants...
l'armée sioniste en action.



Le 5 septembre, un commando palestinien de l'organisation "Septembre Noir" investissait le pavillon israélien aux Jeux Olympiques de Munich. Le régime sioniste, fasciste et raciste, occupe depuis plus de 20 ans le territoire palestinien, et réduit le peuple palestinien à la misère et à l'exil. En échange des athlètes israéliens, le commando palestinien exigeait la libération de 200 prisonniers arbitrairement détenus par Israël, parmi lesquels des officiers syriens kidnappés, il y a quelques mois, en territoire libanais par l'armée sioniste. Plutôt que d'accepter, les autorités sionistes et leurs complices allemands ont préféré condamner les athlètes israéliens, en attirant le commando dans un piège et en ouvrant le feu sur les palestiniens et leurs prisonniers.

LE PEUPLE PALESTINIEN VICTIME DU SIONISME

Qui sont les responsables de la tuerie de Munich ? Qui sont les assassins ?

Les sionistes, depuis 20 ans, pillent, assassinent, torturent, emprisonnent le peuple palestinien. Israël est un état agressif et expansionniste : sa politique est d'occuper des terres, d'en chasser

les habitants pour y installer des colons juifs. C'est de cette manière qu'Israël s'est créé et s'est développé, particulièrement avec l'agression de 1967 contre les pays arabes. Pour chasser les paysans palestiniens, tous les moyens sont bons. Ils sont expropriés par l'armée, sous prétexte de créer des "zones de sécurité militaire". Leurs récoltes sont brûlées, les impôts augmentés (ils atteignent 33 % des ressources), et ils sont donc obligés d'abandonner leurs terres pour aller en ville, grossir l'armée des chômeurs arabes. Les maisons sont rasées sous le moindre prétexte : des milliers de maisons ont été rasées depuis 1967. Les palestiniens ainsi chassés sont enfermés dans des camps de concentration qui se multiplient dans les zones occupées de Gaza et du Sinaï. Ils connaissent ainsi un sort encore pire que celui des 1,7 millions de palestiniens qui vivent depuis 20 ans dans des camps de réfugiés. Tout récemment encore, le 25 août, 2500 palestiniens manifestaient à Jérusalem pour demander la restitution de leurs villages brûlés par les sionistes en 1948. C'est le nom de ces 2 villages Biraam et Ikrit, que portait le commando de Munich.

(Suite page 4)

Le 9 septembre, l'aviation d'Israël bombarde les camps de réfugiés palestiniens installés au Liban et en Syrie, parmi lesquels celui de NAHR EL BAUD (11000 réfugiés) et celui de SAHAM EL GOLAN (100000 réfugiés). Bilan provisoire : 200 morts. Ceux qui ont crié au massacre d'innocents après Munich n'ont pas craint de bombarder des femmes et des enfants et le silence de ceux qui les ont soutenus trahit bien leur hypocrisie.

10 septembre 1972

plan faure : des miettes pour préparer les élections

Quand en juillet 72, Pompidou décide de recréer la façade de son gouvernement pour conserver les chances de succès aux élections de 73 de la combinaison politique actuellement au pouvoir, il créa un "ministère des affaires sociales" à la tête duquel il plaça Faure. Rompu à la démocratie, à la manipulation des mots ronflants, concertation, participation,...., Faure était placé là pour donner pendant la période électorale, l'illusion que le gouvernement s'occupait des exploités.

Faure, Messmer, ont pris leur rôle très au sérieux. Pendant tout le mois d'août, la presse et la radio ont été encombrées de leurs déclarations, de leurs préparatifs de la rentrée, de leurs rencontres avec les syndicats. Le plan Faure, longuement mûri, longtemps annoncé, est enfin connu. C'est une mystification à peine voilée pour la classe ouvrière. Rien sur l'augmentation des salaires, rien sur celle du

SMIC, si ce n'est l'annonce qu'une commission sur la mensualisation du SMIC se réunira en juillet...73. En dehors des "axes de réflexion" du gouvernement, comme dit Messmer, qui ne sont que des bavardages, qu'y a-t-il précisément d'accordé ?

1. Le minimum de l'allocation "vieillesse" est relevé de 10 F par jour à 12 F 30 centimes. 2 millions 1/2 de vieux sont touchés par cette mesure. Parmi eux, beaucoup de vieux travailleurs qui, ayant survécu à 1/2 siècle d'exploitation dans les bagnes capitalistes (14 ans - 65 ans), ne touchent presque rien comme retraite, car ils n'ont pas cotisé dans leurs premières années de travail, la S.S. n'existait pas ! Ainsi les représentants bourgeois se permettent de pavoiser parce que, comme ils disent, ils augmentent de 23 % l'allocation vieillesse : alors que 12 F par jour ne représente même pas le 1/2 du SMIC et représente pour le

vieux travailleur l'unique ressource pour payer loyer, nourriture, chauffage..., alors que la hausse des prix rongera très rapidement ce même avantage de 2 F 30, sans qu'il y ait de revalorisation de l'allocation, alors que chaque jour représente pour le vieux travailleur (tout autant avec 12 F 30 qu'avec 10 F) une bataille pour survivre.

2. Les veuves pourront toucher la moitié de la retraite de leur mari à 55 ans au lieu de 65 ans. Cette mesure toucherait 180 000 veuves, dont il est bien difficile d'affirmer combien sont de familles ouvrières...

3. Les abattements de zone des allocations familiales sont supprimés. Au mieux, pour les familles des régions les plus défavorisées, cela traduit un relèvement de 4 % début janvier, c'est-à-dire par exemple de 15 F pour une famille de 3 enfants. On conçoit que cette mesure ait été prise puis que les

caisses d'allocations familiales sont en constant bénéfice (milliards et demi d'excédent). De toutes les façons, ce complément de 15 F outre qu'il ne touche pas toutes les familles, outre qu'il n'est accordé que dans 4 mois, sera largement absorbé par la hausse des prix intervenue depuis la dernière fixation des allocations.

Toutes les autres mesures ne sont que des projets, des promesses de loi, qui s'ajoutent à autant de lois existantes actuellement... Evidemment la liste des promesses s'allonge : nouvelle loi sur le logement des immigrés, nouvelle loi sur l'égalité des salaires masculin et féminin (la 4^e ou la 5^e depuis la libération), propositions sur l'amélioration des conditions de travail, bref, des propositions telles qu'on en trouve dans le programme commun PS-PC, dans le chapitre "changer la vie, vivre mieux". Par exemple, la revendi-

(Suite page 2)

nord : à usinor comme à de wendel plan de restructuration contre la classe ouvrière

Fin octobre, la société sidérurgique USINOR éteindra à Valenciennes, le four n° 1 de son aciérie Martin, supprimant 250 emplois, en février 73, ce sera au tour du 2^e four Martin, supprimant à nouveau 200 à 300 emplois. Ces décisions annoncées en avril par la direction d'USINOR succèdent à l'arrêt de la fonderie en janvier et l'arrêt du four d'agglomération en février de cette année, qui ont supprimé 130 emplois.

Une étude publiée fin 71, du "groupe d'étude et de programmation" (ministère de l'équipement) envisage la suppression par USINOR de 12 000 emplois à Valenciennes et Denain dans les 10 à 15 ans à venir, et de façon certaine pour les prochaines années : 2.500 emplois sur 4.500 supprimés à Valenciennes, et près de 4.000 sur 8.400 à Denain. C'est un coup très dur des capitalistes d'USINOR contre la classe ouvrière de toute la région de Valenciennes où la sidérurgie est l'activité principale avec USINOR occupant ici la quasi-totalité des effectifs de cette branche. Ce coup est porté au moment même où l'activité charbonnière, autre activité essentielle du Valenciennois, est liquidée, devant passer selon les plans de la bourgeoisie de près de 10.000 emplois aujourd'hui à 6.000 en 75, le dernier puits de Valenciennois devant fermer en 83.

PLANS D'USINOR CONTRE LES TRAVAILLEURS DU VALENCIENNOIS = PLANS DE WENDEL-SIDELOR CONTRE CEUX DE LORRAINE

Quels sont les buts d'USINOR ? Les capitalistes d'USINOR suivent une politique comparable à l'autre grand monopole de l'acier : WENDEL-SIDELOR, qui licencie 12.000 travailleurs en 5 ans et s'installe à FOS-SUR-MER plus près des sources de minerai du peuple Mauritanien opprimé par l'impérialisme, notamment français.

Usinor veut abandonner tout, ou au moins une bonne partie de ses activités du Valenciennois pour concentrer l'essentiel de ses installations à Dunkerque sur la mer du nord afin d'être plus près des sources de minerai d'outre-mer et abandonner ainsi totalement le minerai de Lorraine qui coûte plus cher. Ceci doit permettre à USINOR d'abaisser ses coûts de production et de faire face à la concurrence internationale de plus en plus vive pour y arriver. Usinor mise aussi sur la rationalisation et la concentration de la production (en 68 il suffisait de 5 h pour produire à Dunkerque une tonne d'acier contre 8 h 30 à Denain); en conséquence : entre 62 et 71 le nombre total d'emplois dans la sidérurgie est resté stable pour le nord-Pas-de-Calais, malgré près de 7.000 emplois créés à Dunkerque qui fournissait 25 % de l'acier d'USINOR en 66 contre 40 % en 71, et en fournira 58 % en 75.

De plus, être installé à Dunkerque c'est être mieux situé par rapport aux marchés extérieurs, suivant ainsi les orientations du 6^e plan qui donne une large place à la production d'acier pour l'exportation (1/3 de la production totale d'acier en France, actuellement).

Les plans d'USINOR pour réaliser le maximum de profits sont puissamment soutenus par l'état capitaliste qui a signé en 66 la "convention d'aide à la sidérurgie" pour fournir aux trusts de l'acier des dizaines de milliards, pris sur le budget, volés aux travailleurs, afin de financer les nouvelles installations; c'est avec cet argent qu'a été construit, spécialement pour USINOR le canal à grand gabarit (péniches de 1500 tonnes) de Dunkerque à Valenciennes, un canal devenu inutile si la sidérurgie du Valenciennois est liquidée; c'est avec cet argent qu'est développé Dunkerque.

Pour essayer de camoufler la réalité du chômage menaçant dans le Valenciennois, le directeur d'USINOR déclare : si Valenciennes n'est plus adaptée pour la fabrication de la fonte et de l'acier, il est adapté de plus en plus pour sa transformation. Le meilleur exemple est le département des fabrications des roues et essieux pour chemins de fer, et pour convaincre, M. Spreux avance son argument massif : "depuis le 1^{er} janvier 72, 37 emplois ont été créés". Non seulement la fabrication de roues et d'essieux ne compense en rien les suppressions d'emplois, mais son avenir est incertain cette fabrication dépend pour une part de nombreuses commandes de pays de l'Est établies pour les 18 mois à venir, et qui ne seront pas forcément renouvelées vu que le marché des pays révisionnistes fait l'objet d'une concurrence de plus en plus acharnée entre les pays capitalistes occidentaux.

POUR LES TRAVAILLEURS PAS DE PERSPECTIVES DANS LE VALENCIENNOIS :

Pour les travailleurs d'USINOR qui craignent les licenciements futurs, et les jeunes du Valenciennois pour qui la perspective d'embauche dans la sidérurgie et les houillères est bouchée, que reste-t-il sur place ?

- Vallourec (tubes en acier) où le groupe Usinor possède une participation majoritaire ? Les cadences y sont dures et les salaires bas. Vallourec embauche de plus en plus d'ouvriers étrangers, notamment nord-africains, sous contrat de 6 mois, parce que "ça a l'avantage, dit le Directeur de Vallourec-Anzin, de fournir des contingents à une date déterminée pour une durée déterminée".

- L'industrie automobile ? A Valenciennes, pour un travail très dur à la chaîne, Simca-Chrysler file des salaires souvent inférieurs à 5 F de l'heure.

- A ANTAR, où c'est mieux payé ? Mille gars étaient candidats à l'embauche, mais pour 140 postes...

- Reste le travail temporaire ? Les officines de loueurs d'hommes se développent : une trentaine de boîtes rien qu'à Valenciennes.

Dans ces conditions les travailleurs d'USINOR qui n'ont pas l'âge de la retraite anticipée, essayent de rester à Usinor, mais ils subissent des conditions de travail et de vie de plus en plus dures, liées aux changements de postes dus aux fermetures de fours et fonderies et à la modernisation des installations pour accroître la rentabilité capitaliste :

- les déclassements sont nombreux. Exemple : des ouvriers de fabrication P2 déclassés OS2 avec perte de salaire correspondante.

- en 69, 200 ouvriers en équipe à la journée, déclassés, ont dû passer en feu continu pour conserver leur salaire.

De plus en plus, les patrons d'Usinor donnent comme seule perspective : "Aller à Dunkerque". Début 72, ils ont proposé à 900 travailleurs de Valenciennes de partir ; pour arriver à leurs fins, ils font miroiter des prêts de 800.000 AF en 3 ans dont le quart seulement pourra être acquis définitivement aux travailleurs des prêts de 4 millions d'AF remboursables en 20 ans dont la moitié à 3 % d'intérêt : un moyen supplémentaire d'enchaîner encore plus les travailleurs au Capital !

- Usinor-Denain embauche certains jeunes à condition qu'ils aillent travailler à Usinor-Mardick (près de Dunkerque) au bout d'un mois de stage.

- On propose encore aux travailleurs d'Usinor et de la région d'y conserver leurs logements tout en allant travailler chaque jour à Usinor-Dunkerque : pour cela on projette la création d'un train spécial pour transporter les ouvriers, par exemple de Béthune à Dunkerque : 1 h à 1 h 30 de trajet, allongeant la journée de travail jusqu'à 12 h.

Si les jeunes acceptent de partir à Dunkerque avec l'espoir de meilleurs salaires et d'une plus grande sécurité de l'emploi, cela ne doit pas faire illusion. Contre la dureté des conditions de travail et les bas salaires, 450 OS du service "mouvement" ont fait grève près d'un mois en mai-juin 71 occupant l'usine, bloquant la production, face aux capitalistes d'Usinor qui n'ont pas hésité à mettre 4000 ouvriers à la porte, pendant plusieurs jours.

chausson-gennevilliers

Dans une usine "Chausson" de la région parisienne un travailleur immigré a eu deux doigts coupés par une presse dont le système de sécurité est "inefficace" (mais en règle d'après la loi des patrons).

Lors de la reprise du travail après plusieurs mois de maladie, on lui annonce qu'il doit prendre son compte : "inapte"... à se faire exploiter !

C'est la logique criminelle du système capitaliste : les travailleurs immigrés doivent être en possession de tous leurs moyens physiques pour être surexploités, tenir les cadences effroyables. L'armée de réserve du capital où l'on puise les prolétaires n'est pas tarie : Maroc, Portugal, Algérie, Turquie... !

CES TRAVAILLEURS VENGENT LES MUTILATIONS DU CAPITAL

plan faure (suite de la page 1)

cation de calculer la retraite sur les 10 meilleures années de l'ouvrier et non sur ses 10 dernières années figure page 55 ; d'ailleurs cette revendication ne concerne certainement pas la classe ouvrière : à cause de l'inflation, les 10 meilleures années de salaire d'un ouvrier sont toujours les 10 dernières années, même si l'ouvrier a été déqualifié. La participation est aussi remise à l'honneur avec la création envisagée d'une "agence nationale pour la participation".

Le sens de ces mesures apparaît ainsi clairement. Outre qu'il s'agit de faire concurrence au programme social-révisionniste, il s'agit de se concilier les bonnes grâces du maximum d'électeurs sans que cela ne coûte un centime à la classe capitaliste. L'augmentation des allocations vieillesse permet avec une somme minimum de toucher un maximum d'électeurs ; si les 2,30 F quotidiens avaient été accordés à la classe ouvrière, ils auraient non seulement alourdis l'addition, mais encore faiblement satisfait l'ensemble des revendications des ouvriers (chômage, conditions de travail, SMIC à 1 000 F...), tandis que les 6 ou 7 mille

francs supplémentaires par mois pour un vieux travailleur si dérisoires qu'ils soient, doivent effectivement lui permettre de mieux supporter, très provisoirement, le sort que lui fait le capital jusqu'à ce que l'inflation ait ramené le pouvoir d'achat de ces vieux au dessous de ce qu'il est actuellement.

Ces 2 milliards 1/2 de mesures sociales qui touchent 2 millions et demi de personnes sont, de l'avis de Faure/Messmer, un bon investissement électoral et cela d'autant plus que ce sont les travailleurs qui vont financer pour l'essentiel ces mesures. En effet, la seule ressource supplémentaire indiquée, c'est une augmentation de la vignette automobile : c'est-à-dire que les 25 % d'ouvriers qui disposent d'une voiture vont être pénalisés au titre de la "solidarité nationale". La sécurité sociale payera le complément, c'est-à-dire que les travailleurs payeront par leurs souscriptions à la sécurité sociale cette majoration des allocations vieillesse ou familiales ! Mais là où Faure révèle encore plus sa démagogie et son hypocrisie, c'est quand il fait appel à la "solidarité nationale" de la population, (c'est-à-dire essentiellement la

classe ouvrière) à l'égard de ses vieux, et qu'il réclame que la classe ouvrière ne demande pas inconsidérément des augmentations de salaire, qui, en faisant monter les prix, supprimeraient tous les avantages consentis par le gouvernement aux personnes âgées ! Ainsi sont justifiés implicitement tous les refus opposés par Faure aux ouvriers en activité : ne revendiquez pas, laissez vous exploiter, supportez les cadences, les accidents de travail, acceptez d'être au chômage ; acceptez de voir baisser votre salaire réel à cause de l'inflation, sinon vous allez faire baisser le pouvoir d'achat des personnes âgées !

Mais les recommandations d'Edgard Faure ont peu de chances d'être entendues de la classe ouvrière : la "société de participation" de Messmer/Faure suivra le même chemin que la "Nouvelle Société" de Chaban. Les grévistes de la SCPC, de la Penarroya, du Joint Français, auront certainement des successeurs qui feront voler en éclat le "plan de paix sociale" prévu par Faure !

après la prostitution, le trafic de drogue

Dans la foulée des "scandales", où la rivalité entre l'UDR et les autres partis bourgeois fait s'étaler au grand jour la corruption capitaliste, un nouveau coup vient d'être porté au parti majoritaire du gouvernement. L'auteur en est Poniatowski le porte voix des républicains indépendants (parti de Giscard...), qui reprend les affirmations du Time américain : "Le trafic de la drogue ? C'est l'union Corse !". La révélation prend tout son sens quand d'autres affirment que la dite Union est dirigée... par un conseiller UDR. Dans la bataille pour les sinécures ministérielles, Poniatowski, s'il se contente de lever le lièvre pour le compte de ses amis politiques, n'a pas pour autant l'habitude de porter ses coups au hasard : c'est lui qui le premier était parti en guerre contre une candidature unique de la majorité ; un peu après les républicains indépendants décidaient de présenter leurs propres candidats face à l'UDR. C'est lui aussi qui ouvrit le feu contre les "coquins" protégés par les "coquins" de l'ORTF ; peu après l'UDR tentait tant bien que mal de redorer la façade de l'Office bourgeois, en expulsant les éléments les plus compromis. Aujourd'hui, il semble bien que le coup ait porté encore une fois : contre ces déclarations, on assiste à une levée de boucliers des Corses UDR ; les réactions furieuses de Sanguinetti, député UDR, de Giacomi, député UDR, de Burelli, secrétaire général de l'Union UDR d'Ajaccio, de Peretti, président UDR de l'assemblée nationale, de Comiti, secrétaire d'état UDR sont révélatrices d'une belle panique pré-électorale.

Surtout que les déclarations du Time, réglant quelques vieilles rivalités entre trafiquants français et américains, affirment que l'Union Corse a des membres dans la police, dans les douanes, et dans le SDECE (Service de documentation et de contre espionnage). L'appareil d'état de la bourgeoisie ne participerait pas seulement à la prostitution mais aussi au trafic de drogue !

vient de paraître une nouvelle brochure passez vos commandes à front rouge

CCP 204-51 LYON
2,50 f port payé



max moulins contre les immigrés...

"En matière de prostitution, la loi est ce qu'elle est, mais je crois qu'un certain nombre de pratiques sont inéluctables, et il faut tenir compte des réalités. Lyon est une agglomération d'un million deux cent mille habitants comprenant un grand nombre de travailleurs immigrés célibataires dont 60 000 Nord-africains". (Max Moulins)

Ainsi, à en croire le super-préfet Max Moulins, tolérer la prostitution, c'est faire preuve de réalisme et de charité. Les travailleurs immigrés devraient savoir gré aux autorités publiques françaises de leur procurer un marché de femmes pour meubler leur solitude ! Quant à la société, elle devrait leur savoir gré de vendre des femmes à des travailleurs immigrés célibataires qui sans cela, se laisseraient aller à "soliciter des femmes ou des jeunes honnêtes, à commettre des adultères, à engendrer une progéniture illégitime ou même à se livrer à des violents ou à des violences" (arguments développés au conseil général de la Seine pour obtenir la réouverture des maisons closes. 23 mai 1959)

Votre véritable propos, M. Max Moulins, c'est sous couvert de réalisme, faire accepter la nécessité l'inéluctabilité même, de la prostitution. Et ainsi tenter d'étouffer la légitime colère qu'a suscitée la révélation du scandale de Lyon contre la société bourgeoise décadente et ses suppôts, maquereaux, flics et politiciens.

Votre véritable propos, c'est sous couvert de réalisme, détourner cette légitime colère de sa véritable cible : la dénonciation de la société bourgeoise. C'est tenter de substituer à la responsabilité des vrais coupables, la bourgeoisie et son appareil d'état, celle de victimes de l'exploitation impérialiste, les travailleurs immigrés.

Votre véritable propos, c'est sous couvert de réalisme, alimenter par de nouveaux arguments la campagne raciste. C'est reprendre et accrédirer les pires saloperies du torchon fasciste Minute sur "les algériens qui viennent en France pour violer nos femmes et nos filles".

Si, d'ailleurs, en désignant les travailleurs immigrés, vous insistez tout particulièrement sur les travailleurs nord-africains, ce n'est pas par hasard !

Votre véritable propos, M. le super-préfet, c'est de trouver des boucs émissaires pour blanchir tous ces capi-

talistes qui vivent de la pègre et qui la secrètent. Car c'est l'appareil d'état que vous représentez qui a créé la prostitution et qui en a besoin, c'est à lui et à ses suppôts qu'elle profite et grassement (300 milliards d'A.F.).



"Il n'y a pas actuellement un policier qui n'ait ma confiance et celle des chefs de la police". 18-8-72

Jaeger-Caen la cfdt revendique... un plus juste "droit de licenciement" pour les patrons

A Jaeger-Caen, après le licenciement d'un ouvrier marxiste-léniniste, révisionniste et réformiste ont montré assez clairement quelles "libertés démocratiques" ils entendaient réserver aux ouvriers révolutionnaires.

1. La CGT n'a pas bougé : c'est-à-dire qu'elle a approuvé, par son silence, la répression patronale contre un ouvrier révolutionnaire. Rien d'étonnant : lors de la dernière grève des magasiniers, elle s'était chargée de

diffuser un tract appelant ouvertement à la répression contre les marxistes-léninistes.

2. Les réformistes de la CFDT ont adopté, sur le fond, la même position. Leur tactique seule a été différente. Ils sont montés au bureau pour la forme et ont sorti un tract, profondément hypocrite. Le voici :

Au moment de partir en congés, un ouvrier a été licencié ; il l'a été dans des conditions particulièrement contestables.

On l'appelle au bureau du personnel cinq minutes avant le départ en congés pour lui notifier son licenciement. Par ce moyen brutal et presque clandestin, la direction se débarrasse sans histoires... d'un travailleur sans qu'il puisse se faire défendre.

CE QUE PENSE LA C.F.D.T.
L'ouvrier licencié était membre d'une organisation s'affirmant révolutionnaire :
- même si cette organisation politique s'est crue autorisée à critiquer et même à salir les organisations syndicales.
- même si d'autres jugent bon de se taire.
La C.F.D.T. ne tombera pas dans le piège.

LA GRANDE FOIRE REVISIONNISTE

Chaque année le P"CF étale au grand jour son état avancé de pourriture, sa prostitution à la bourgeoisie : cela s'appelle "la Fête de l'Humanité".

UNE GRANDE FOIRE CAPITALISTE

A présent, la "Fête de l'Humanité", c'est d'abord une gigantesque entreprise capitaliste organisée au profit du parti commercial et financier, en abrégé : le P"CF.

Les vignettes, les frites, les menus à 30 F, les attractions payantes etc..., tout cela c'est déjà des centaines de millions dans les poches de la clique de Marchais.

Mais ce n'est qu'une partie de leurs bénéfices, le gros vient d'ailleurs, des trusts français, US et autres (Coca-cola, Pernod, les motos japonaises Kawasaki...) qui financent directement des manèges, des attractions, qui versent des milliers de pots de vin sous forme de publicité.

Le gros des bénéfices vient surtout de l'imposante foire commerciale. Là il ne s'agit pas seulement d'appâter par 2 km de stands de la cité commerciale tout une masse de petits bourgeois et aussi d'ouvriers — et de leur vendre la camelote : machines à laver, frigos, meubles, etc... Il s'agit de conclure de fructueux marchés avec les "patrons" révisionnistes : les élus des mairies P"CF et les bonzes CGT des comités d'entreprise : là il y a gros à gagner : on vend du matériel de cuisine pour les

cantines, des distributeurs de boissons pour les usines, des extincteurs, des tracteurs pour tondre les squares, des ordinateurs pour rentabiliser la gestion des municipalités. Le marché est très vaste. Et il y a gros à gagner aussi pour les bonzes révisos, car, entre "patrons", il ne se conclue jamais de marchés sans ristourne, sans pot de vin versé à l'intermédiaire, à l'acheteur.

Autre source de bénéfice : les produits que la nouvelle bourgeoisie soviétique ou celle de la RDA écoulent grâce à la fête de l'Humanité : montres et diamants russes, électrophones, appareils de photos est-allemands. Et là, il y a le pourcentage pour le P"CF.

A la foire de l'Humanité, c'est visible à l'œil nu : l'appareil révisionniste du P"CF sous forme de publicité de pots de vin de tant pour cent, est lié par mille liens d'intérêt au Capital. Il s'engraisse doré et déjà de la part de plus value extorquée aux ouvriers, que lui verse principalement mais pas uniquement la bourgeoisie française.

LE STAND RENAULT DU P"CF

C'est pourquoi ces messieurs s'emploient avec tant de zèle à enjoliver, à défendre tout ce qui est vital pour l'impérialisme français.

Et d'abord l'exploitation de plus en plus intense de la masse des OS. Il faut avoir vu le stand de la cellule PCF-Renault. La chaîne, les cadences, les milices armées de Tramoni : pas un

mot. Si une chaîne miniature fonctionnait pour "l'amusement des spectateurs". Mais justement, on n'avait pas jugé bon d'y faire figurer les esclaves salariés. Pour faire plus gai, on avait placé quelques jolies petites poupées. Oubliés, les OS !

Par contre tout le stand surmonté du losange du trust, et ou tronait une 4 cv, était un hymne à la nationalisation qui avait permis à la bourgeoisie, de développer puissamment ce bague capitaliste, de conquérir des marchés etc... En conséquence, un panneau expliquait que, pour poursuivre cette expansion c'est-à-dire renforcer l'intensification du travail les OS n'avaient qu'une solution : forger l'union populaire de "l'OS à l'ingénieur".

UN PEU DE TOURISME DANS LES COLONIES ET NEO COLONIES

Les révisionnistes prennent encore moins de précautions pour dissimuler la domination féroce de l'impérialisme français sur les peuples des colonies et néo colonies.

Les stands de la Guadeloupe et de la Martinique vendaient tout simplement du folklore et des produits tropicaux. Tableau touristique paternaliste : celui là même que la bourgeoisie entretient constamment pour dissimuler la déportation massive des Martiniquais et des Guadeloupéens en France, pour dissimuler la lutte qu'ils mènent pour l'indépendance nationale.

Le cynisme des révisionnistes dans ce domaine en arrive au cocasse : au stand du Sénégal pas un africain. Des Européens qui aiment beaucoup le Sénégal, comme peuvent l'aimer les capitalistes de la société Lesieur qui ont la haute main sur les plantations d'arachide au Sénégal et payent généreusement de grandes pages de publicité à l'Humanité Dimanche.

UN RACISME "DEMOCRATIQUE"

Le P"CF avait particulièrement soigné sa propagande chauvine, raciste, contre les travailleurs immigrés. C'est que l'importation et la surexploitation d'ouvriers étrangers est un atout important pour l'impérialisme français.

A un bout du parc, se donnait un spectacle raciste intitulé "les immigrés" : tout au long de la pièce, des personnages censés représenter des petits bourgeois ne s'arrêtaient pas de débiter toutes les saloperies racistes diffusées par la bourgeoisie : à la fin seulement apparaissait un immigré, domestique muet et obéissant, il se faisait licencier par son patron. Mais le patron, s'apercevant qu'il ne pouvait se passer de son valet de chambre espagnol le réembauchait.

Morale de l'histoire : ne soyons pas trop racistes, puisque notre économie impérialiste a un besoin vital d'exploiter les immigrés. Illustration claire et nette du contrôle de l'immigration.

A l'autre bout un stand, style cure, sur l'immigration, s'appuyant sur les bidonvilles, les "abus" de l'exploitation, la nécessité de l'alphabétisation etc... et exhibant hypocritement le remède miracle : la loi "contre le racisme" récemment votée et d'autres projets de loi du même style.

Mais la masse des ouvriers immigrés se détourne de ces traites : dans la foule, il n'y avait pratiquement aucun immigré !

TRAHISON COMPLETE DU PEUPLE VIETNAMIEU

Après "l'union populaire" le mot d'ordre n° 2 c'était : l'Indochine leur combat et le notre.

Voici comment le P"CF soutient le combat du peuple vietnamien : d'une part, le vaste stand du Mouvement de la Paix, avec épinglées quelques photos de crimes US pour mieux faire vendre l'important stock de vannerie et autres objets. Il suffisait donc de verser son obole et une larme sur le "drame" vietnamien.

D'autre part les représentants de la RDV et du FNL avaient été relégués dans un petit stand dans un coin de la cité internationale, sans micro, dans l'impossibilité de développer leur propagande.

C'est le reflet exact du programme commun où Marchais et Mitterrand se sont mis d'accord pour refuser de reconnaître le GRP (p. 182).

élargissement des libertés... ...pour la bourgeoisie

Dans leur programme commun comme dans l'ensemble de leur publicité les révisionnistes du P"CF ont plein la bouche des mots "démocratie" et "libertés". Ils prétendent, une fois ministres, "élargir les libertés".

Mais "les libertés", qu'est-ce que cela veut dire ? Il n'existe pas de "libertés" comme cela, en l'air.

Quand la bourgeoisie française, quand n'importe quel Marcellin, claironne "libertés", cela veut dire une seule chose : la liberté pour elle, d'exploiter, d'opprimer, et, au besoin, de massacrer la classe ouvrière et les peuples des colonies et néo-colonies. Par exemple, et chaque ouvrier en a fait l'expérience, ce que la bourgeoisie appelle "la liberté du travail", c'est la liberté de lockouter, de licencier des grévistes, la liberté de lancer contre eux la maîtrise ou les flics. Pour la bourgeoisie, la liberté, c'est la liberté d'exercer sa dictature sur la classe ouvrière.

La masse des ouvriers n'a de fait aucune "liberté", aucun "droit". Dès qu'ils se dressent contre l'esclavage capitaliste, la bourgeoisie d'une façon ou d'une autre, frappe, (licenciements, expulsions, matraquages, prison, assassinats). La classe ouvrière n'a qu'une seule voie pour se libérer : c'est de se préparer, de s'organiser, d'agir consciemment, en vue de briser par l'insurrection armée, l'ensemble de l'appareil d'oppression bourgeois. Alors, et alors seulement, la classe ouvrière ainsi que les masses disposeront de libertés, les ouvriers en armes seront dix mille fois plus libres, justement parce que, libérés de l'exploitation, ils exerceront leur dictature sur leurs anciens exploiters.

A tous les bavardages des révisionnistes sur l'argument de libertés, il faut aussitôt répliquer : "libertés pour qui ? ", "pour quelle classe ? ", la réponse du programme commun est claire ; P"CF et PS appartiennent au camp de la bourgeoisie, Marchais et l'ex-ministre de l'intérieur Mitterrand

sont d'accord sur l'essentiel : il faut mâter tout propagande, toute organisation, toute activité révolutionnaire du prolétariat. C'est le sens de la petite phrase du programme qui, après avoir affirmé que "la violence ne sera pas tolérée" déclare : "les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser, seront interdits, conformément à la législation établie en 36" (p. 149).

La législation de 1936, qu'est-ce que c'est, c'est une commodité juridique supplémentaire que s'est accordée la démocratie bourgeoise pour interdire, réprimer toute organisation jugée dangereuse par simple décret du conseil des ministres sans avoir à donner le moindre motif.

Est considérée comme dangereuse toute organisation :

- qui appelle à la violence armée
- qui porte atteinte à l'intégrité du territoire
- qui organise des manifestations armées.

Or c'est justement la tâche centrale du parti du prolétariat "d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente" (Lénine) ; donc d'appeler à la violence armée.

Or, c'est justement une tâche importante du parti du prolétariat que de soutenir concrètement, activement non seulement les patriotes qui luttent pour libérer leur pays (Antilles, Guyane, Polynésie, Nouvelle Calédonie, La Réunion, Djibouti) prétendus français du joug colonial mais l'ensemble des peuples formellement indépendants, qui sont, de fait, opprimés par l'impérialisme français (le peuple tchadien par exemple).

Or, c'est justement le but du parti du prolétariat que d'être en mesure de déclencher et de diriger, le moment venu, la lutte armée du prolétariat pour abattre le système capitaliste d'oppression et d'exploitation.

Le P"CF approuve donc totalement la bourgeoisie qui, le 12 juin

qu'il) mais on cache bien le fond du licenciement : le camarade est licencié, non seulement parce que c'est un ouvrier combattif, mais encore parce que c'est un militant marxiste-léniniste qui fait de la propagande pour la révolution prolétarienne. Au fond, on est d'accord avec le patron sur le motif de licenciement, mais en désaccord sur les moyens utilisés.

— on profite de l'affaire pour avancer la revendication de "réforme du droit de licenciement". On se garde bien de réclamer la réintégration du camarade, on met seulement en cause le "droit absolu", "féodal" que possède le patron pour licencier. Ainsi, il s'agit de faire réclamer à la classe ouvrière que le patron n'utilise son droit de licenciement qu'après avoir consulté les dirigeants syndicaux qui leur donneront leur avis sur la validité des licenciements.

Une telle position est finalement conforme au Programme Commun qui lui aussi affirme : "Les Comités d'entreprise et d'établissement, les délégués du personnel... seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement".

Ainsi, la CFDT, avec un peu plus d'hypocrisie, rejoint l'hostilité ouverte de ses collègues de la CGT !



Les libertés vues par les révisionnistes lors de la grève Neyrpic à Grenoble : le délégué CGT arrache le tableau de collectes faites par le Comité de Soutien.

1968, décréta, en vertu de la législation de 1936, l'interdiction du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.).

Tout ceci est dans la logique de ce que font dès à présent les révisionnistes. L'appareil du P"CF et de la CGT, en particulier depuis 1968, collabore activement avec la bourgeoisie pour réprimer, interdire toute activité révolutionnaire du prolétariat. Les exemples sont innombrables :

Le P"CF prétend assurer la "liberté d'association". Mais c'est lui qui crie toujours le plus fort, notamment lors de l'assassinat d'Overney, pour réclamer la dissolution des "groupuscules gauchistes-fascistes" pour reprocher à Marcellin d'être trop mou à leur égard. C'est lui qui se charge au besoin, d'agresser les communistes marxistes-léninistes : en décembre 67, ses nervis ont attaqué, pistolet au poing, le Congrès constitutif du PCMLF, à Puyricard. C'est lui qui n'hésite pas à dénoncer nommément dans ses tracts et sa presse les ouvriers soupçonnés de "maoïsme". Selon les cas les révisionnistes s'adressent directement, comme Sacconi, maire de Villerupt, à la police.

Le P"CF prétend assurer la "liberté de manifestation". Mais c'est lui qui, appliquant avec zèle la paix électorale, s'efforça de saboter le 1^{er} mai 1969, de démobiliser au maximum, un an après mai 1968, la classe ouvrière pour isoler les révolutionnaires. Marcellin n'eut plus qu'à emboîter le pas et à la suite du P"CF, interdit toute manifestation et répandit ses CRS sur le pavé.

Le P"CF prétend assurer "la liberté de réunion". Mais les municipalités révisionnistes sont les premières à refuser systématiquement aux marxistes-léninistes l'usage de leurs locaux. Ainsi à Villerupt, encore, où nos camarades devaient organiser une réunion sur la Chine Rouge.

Le P"CF prétend assurer "la liberté de diffusion des écrits". Mais c'est lui qui se charge d'attaquer sur les marchés ou à la porte des usines les diffamés de notre presse et de nos tracts. L'année dernière, à la fête de l'Humanité, il interdit même le livre d'un membre du Parti révisionniste italien qui avait le tort de décrire la Chine socialiste sans la colonnier !

Le P"CF prétend que, quand il sera au gouvernement, "le droit de grève sera garanti". Mais c'est le P"CF et la CGT, on l'a vu dans de

multiple cas, qui sont toujours en première ligne pour dévoyer, calomnier et saboter tout mouvement de grève dès qu'il rompt avec la légalité bourgeoise (occupation massive, séquestration, sabotage, affrontement violent avec la maîtrise ou avec la police), dès qu'il met en cause ce qui est vital pour l'impérialisme (grève d'immigrés, d'OS, grèves contre les cadences, contre le travail en équipes, contre les augmentations en pourcentage, contre le despotisme patronal).

Jusqu'à maintenant, le P"CF a joué le rôle d'auxiliaire dévoué de la bourgeoisie au sein même du mouvement ouvrier pour réprimer l'activité du mouvement révolutionnaire. A présent qu'il a fait ses preuves il demande à la bourgeoisie qu'elle lui fasse confiance et qu'elle le charge de prendre directement cette tâche en main.

Le "gouvernement d'Union Populaire" s'il voit le jour, ce sera cela : la collaboration étroite de l'appareil révisionniste avec l'appareil d'état de la bourgeoisie (armée, police, bureaucratie) qui demeurera, bien-sûr intact.

De ce point de vue là, les révisionnistes peuvent faire valoir deux atouts pour se porter candidat à la gestion de l'impérialisme français :

— d'une part, ils influencent encore de larges couches de la classe ouvrière en France. Ils escomptent donc lui faire admettre, plus facilement, que les politiques "de droite" aujourd'hui au gouvernement, une répression accrue du mouvement révolutionnaire. Cette répression, menée par l'appareil d'état bourgeois, ils se chargeront de l'affubler d'un masque "social" : on interdira, on censurera, on matraquera désormais au nom de la classe ouvrière, au nom de l'Union Populaire, au nom de la marche vers le socialisme. Comme le gouvernement Allende au Chili, en ce moment.

— d'autre part, une fois au gouvernement, les révisionnistes pourront utiliser à plein et sur une grande échelle toute leur expérience, accumulée ces dernières années, de lutte contre le mouvement révolutionnaire au sein même de la classe ouvrière. C'est un savoir faire très précieux pour la bourgeoisie.

Pour la bourgeoisie, ce sera du même coup un "élargissement" de sa liberté d'opprimer la classe ouvrière : 1. Le P"CF promet de démocratiser c'est-à-dire d'entretenir plus grassement encore l'armada des militaires, des flics, des juges, des gardiens de

prison et autres fonctionnaires, de les doter d'une instruction professionnelle revue et prolongée, d'augmenter leurs moyens matériels (voir F.R. 35 et 36).

2. De plus, au nom du droit à l'information, le P"CF prévoit en fait de développer encore les moyens que se donne la bourgeoisie pour intoxiquer la classe ouvrière.

— La presse : l'état bourgeois dès qu'il sera géré par les révisionnistes versera des subventions encore plus substantielles à l'ensemble de la presse bourgeoise et en particulier à la presse révisionniste. Plus d'une page du programme commun (p. 164) est consacrée à énumérer la liste de ces nouvelles subventions. Que la veuve Del Duca et sa bande de journalistes se rassure : avec ça ils pourront ressusciter leur torchon Paris-Jour et faire des profits.

— Télé-Radio : pour l'ORTF aussi, il est prévu des ressources additionnelles, des dotations en capital et des subventions de l'Etat" (p. 166). Pourquoi faire ? Pour attribuer davantage de "temps d'antenne" au gouvernement, aux partis politiques, aux organisations représentatives et aux confessions ; pour organiser des émissions spéciales, nationales et régionales à l'occasion des consultations électorales. En clair, pour rendre plus abrutissant le tapage que mène à la T.V. et à la radio les politiciens bourgeois, les divers curés et évidemment leurs compères révisionnistes ; pour tenter de faire passer encore plus de camelote électorale.

— toujours au nom du droit à l'information, P"CF et PS promettent solennellement que "les droits d'organisation et d'expression politique dans les entreprises, notamment le droit d'affichage et de réunion seront garantis" (p. 145). C'est la même duperie.

Ainsi, par la presse, à la radio et à la T.V., et jusque dans les usines, tout ce beau monde pourra, plus que jamais, orchestrer sa démagogie : les révisionnistes se chargent eux, de trouver les moyens plus efficaces de réduire au silence tous ceux qui agissent et s'organisent pour préparer la Révolution Proletarienne.

"L'élargissement de libertés" que nous annoncent les révisionnistes, ce sera cela : l'élargissement, le renforcement des moyens de répression et d'intoxication de la bourgeoisie pour tenter d'étouffer et de mâter toute activité révolutionnaire du prolétariat.

Cet ouvrier quelles que soient ses idées a le droit de travailler comme les autres et nous ne pouvons que condamner le droit féodal de licenciement que les "patrons possèdent".

LA C.F.D.T. A UN PROJET

Pour que l'ouvrier ne soit plus un simple pion, que le patron a son bon gré suivant les besoins du moment, déplace et retire de l'échiquier.

— Il faut lutter contre les licenciements abusifs.

— Il faut aussi agir pour que de telles situations ne se reproduisent pas — Il faut obliger le gouvernement qui fait de beaux discours à modifier la loi sur le licenciement.

C'est ce que fait la C.F.D.T. en réclamant : Une réforme du droit de licenciement

— Non au droit absolu du patron à disposer des salariés.

— Non aux licenciements arbitraires pour activités syndicales, faits de grève ou simples incompatibilités d'humeur.

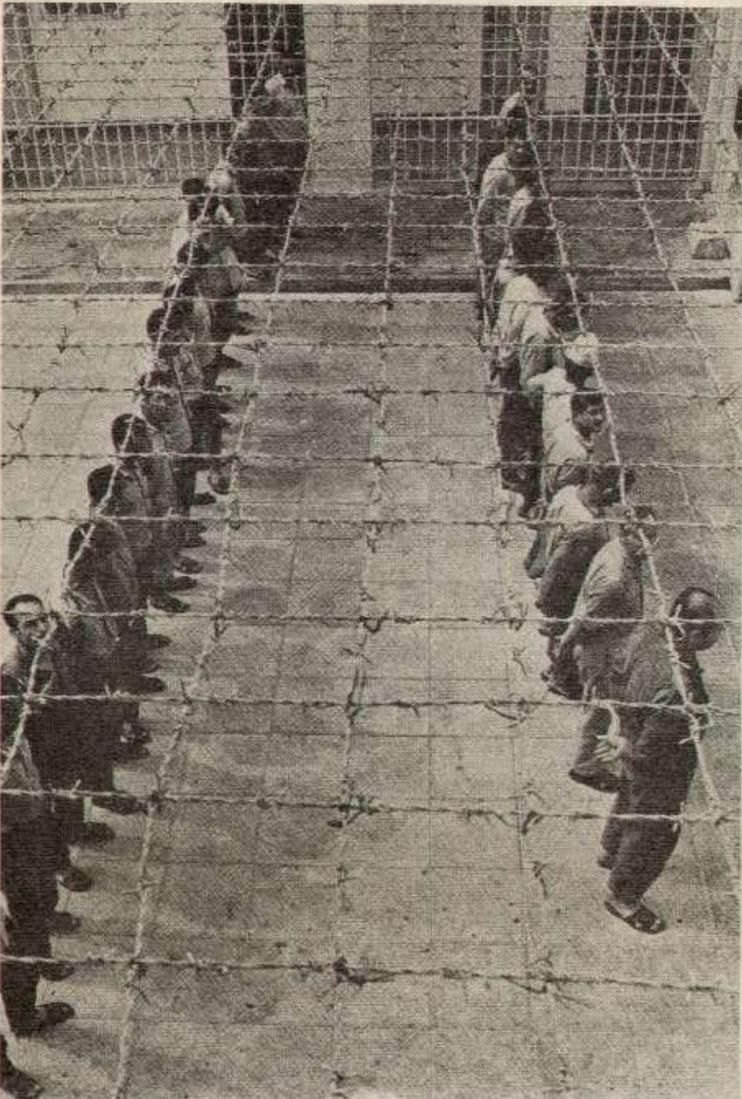
Ainsi, sous couvert de défendre l'ouvrier marxiste-léniniste licencié, que fait-on ?

— on attaque le patron sur la manière dont il a licencié l'ouvrier (5 minutes avant les congés, sans lui laisser le temps de consulter un délé-

SIONISTES (suites de la page 1)

Israël est un état fasciste. Le journal israélien Maarif écrivait le 13 mai 71 : "Rien qu'à Gaza, 5620 palestiniens ont comparu devant des tribunaux militaires, entre avril 70 et avril 71. Parmi eux, 27 ont été condamnés à la détention à perpétuité. Les versements pénaux ont dépassé 300 000 livres israéliennes." Voici le témoignage d'une avocate juive israélienne Félicia Langer : "Qui sont donc ces gens qui emplissent les prisons ? Il y a des vieillards de plus de 80 ans et des enfants de moins de 13 ans. Quels sont leurs crimes ? Les condamnés appartiennent soit à une organisation scolaire, soit ont participé à une manifestation pacifiste ou distribué des tracts... Le seul fait de donner un verre d'eau ou d'accueillir sous son toit, pour une seule nuit, l'ami ou le proche parent suspect est considéré comme

tiniens d'être des assassins et des gangsters internationaux, il ne manque pas de culot, lui qui est responsable de la mort de centaines de milliers de vietnamiens et prépare l'assassinat de millions d'autres en faisant bombarder les digues de la R.D.V. Quant à l'impérialisme allemand, il sait bien tenir sa place dans ce gang international. Sous prétexte de "réparation des crimes nazis contre les juifs", l'impérialisme allemand finance généreusement l'agression sioniste contre les peuples arabes : le montant actuel de ces "réparations" s'élève à 14 milliards de marks, soit le budget militaire d'Israël pendant 4 ans... Une des opérations de "Septembre Noir" a du reste été le sabotage de l'usine Strœufer, à Hambourg, R.F.A., fournisseur de l'armée sioniste en matériel électronique.



Prisonniers palestiniens dans un camp sioniste

crime contre la sûreté de l'Etat... Plus grave encore que le retour des réfugiés palestiniens désireux de rejoindre leurs familles dispersées pendant la guerre... Moi, avocate, je peux soutenir quiconque avoir vu des traces de coups et autres sévices sur les corps de mes clients. A plusieurs occasions, j'ai sévèrement protesté contre ces traitements devant les cours martiales. Dans tous les compte-rendus de séance, il est fait mention de ces tortures avec l'indication des lieux où elles étaient pratiquées et aussi les témoignages directs de ceux qui ont pu voir les prisonniers sortant des mains de leurs tortionnaires".

Les sionistes ont des complices dans les pays arabes. C'est le roi Hussein de Jordanie qui ordonne en Septembre 70 les massacres des palestiniens réfugiés dans les camps de Jordanie : il est responsable de plus de 10 000 morts. C'est en souvenir de ces terribles journées de 70 que l'organisation palestinienne a pris le nom de "Septembre Noir" et la première cible de ses commandos a été Wasfi Tal premier ministre de Jordanie, responsable des massacres d'Amman.

Les sionistes ne font que suivre, en Palestine, l'exemple de leurs maîtres, les impérialistes américains au Vietnam. Et quand Nixon accuse les pales-

te Ce sont ces gens là, sionistes, impérialistes, coupables des crimes les plus monstrueux qui osent traîner d'assassins les mêmes palestiniens qu'ils massacrent sans vergogne depuis 20 ans, qui osent s'indigner de la légitime défense d'un peuple dont ils bafouent les droits nationaux. C'est sur l'ordre de ces gens là que la police allemande, assistée de spécialistes israéliens, a monté une embuscade sur un aéroport de l'OTAN et déclenché la tuerie de Munich.

LA FARCE OLYMPIQUE INSTRUMENT DE L'IMPERIALISME

Ces mêmes individus et derrière eux toute la presse bourgeoise, y compris l'Huma, s'offusquent parce que "la trêve olympique a été rompue". Nixon a-t-il arrêté les bombardements de la R.D.V. pendant cette soi-disant "trêve

De retour d'Israël, où il avait rencontré ses collègues "socialistes", membres du gouvernement sioniste, Mitterrand a signé avec Marchais le programme commun. Ce programme, qui ne reconnaît pas l'existence du G.R.P. du Sud Vietnam, "reconnaît le droit à l'existence et à la souveraineté" de l'état bandit d'Israël.

olympique" ? Et les jeux de Mexico en 68 ? Quand ils se sont ouverts, les services municipaux avaient eu à peine le temps de laver, place des Trois Cultures, le sang des centaines d'étudiants massacrés quelques jours plutôt. L'impérialisme et les peuples du monde s'affrontent dans le monde entier ; il n'y a pas de raison pour que les Jeux Olympiques échappent à la règle. Et du reste le C.I.O. a depuis toujours choisi son camp, celui de l'impérialisme. Cette année encore, le C.I.O. a tout fait pour repousser l'exclusion de la Rhodésie raciste imposée par les nations africaines. C'est le même C.I.O. qui vient d'exclure des Jeux 2 athlètes noirs américains parce qu'ils avaient refusé de saluer l'hymne national des yankees-nazis ; c'est le même C.I.O. qui refuse toujours d'admettre la Chine Rouge en défendant la vieille thèse impérialiste des 2 Chines. Ce qui fait enrager les impérialistes, ce n'est pas l'irruption dans les jeux de la Politique, mais c'est celle de la politique des peuples opprimés. Car ces mêmes puissances impérialistes utilisent largement les J.O. comme une tribune de propagande chauvine ; pour simple preuve, l'explosion de cocoricos qui accueille à l'ORTF chaque médaille française et la visite de Pompidou aux "ambassadeurs en survêtements" de la France à Munich.

VIVE LA GUERRE DU PEUPLE PALESTINIEN

Des ambassadeurs du sionisme, voilà ce qu'étaient les athlètes Israéliens, soit disant innocentes victimes des policiers allemands. Du reste parmi

eux, il y avait 2 lutteurs soviétiques importés par Israël il y a seulement 3 mois : ils faisaient partie de ce contingent de combattants que l'URSS est en train de vendre à l'armée sioniste. Gageons qu'ils n'étaient pas venus en Israël par sympathie pour le peuple palestinien !

Quel est donc le but de toute cette campagne ? Abattre la résistance palestinienne, obliger le peuple palestinien à accepter l'existence de l'état d'Israël, et le vol de son territoire. Très précisément aujourd'hui, cette campagne prépare l'opinion à de nouvelles agressions sionistes.

- La Résistance Palestinienne est active en Palestine occupée. Les anciens résistants français pourront en juger sur ce bilan, du 25 Juin au 10 juillet :*
- 2 sabotages : 1 contre une mine de cuivre à Temnaa, 1 contre une voie ferrée à Haifa.
 - 6 actions de commando avec tirs de roquettes et attaques à l'arme légère contre des positions militaires sionistes dans le Golan.
 - 3 embuscades contre des convois militaires sionistes.
 - 1 Kibhoutz (ferme de soldats colons installés sur des terres volées aux palestiniens) incendié.

Le peuple palestinien mène une lutte de libération nationale dans des conditions très difficiles. Il est dispersé, en exil, et seule une petite minorité peut vivre et combattre sur le territoire national. Il est soumis aux attaques conjuguées et ouvertes des 2

NIXON PLUS CRUEL QU'HITLER

Nous publions un témoignage, extrait de "Sud-Vietnam en Lutte", de Madame Nguyen Thuong détenue au bagnon de Poulo Condor. 300 000 patriotes étaient détenus dans les cages de fantoches US - Thieu avant l'offensive. Ce nombre s'est encore accru avec la réaction fasciste par laquelle Thieu a répondu à l'offensive victorieuse des FAPL. De tels témoignages ainsi que le récit des récents exploits des FAPL doivent nous permettre de rendre plus parlant et plus efficace notre travail de soutien au peuple vietnamien : nous les trouverons dans la presse du combat vietnamienne. Diffusons largement "Sud-Vietnam en Lutte" et "Les Partis du Vietnam" !

Soutenir financièrement et politiquement le peuple vietnamien reste une tâche de premier plan pour les révolutionnaires au moment où l'impérialisme US accule à la défaite envisagée les chefs de plus en plus grands. Multiplions les initiatives de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien !

Nous encourageons nos camarades à faire connaître largement les initiatives et les actions qu'ils accomplissent, à les communiquer à Front Rouge afin que notre journal serve toujours mieux à susciter et à développer la solidarité active à la lutte du peuple vietnamien.

Un matin de janvier 1970, les gardiens de la prison centrale de Saïgon ouvraient les portes de nos cellules et nous faisaient rejoindre des "paniers à salade" qui se mirent à démarrer. Nous étions 120 femmes, de 18 à 20 ans pour la plupart, certaines ayant atteint 25 ans et quelques fillettes de 13 à 15 ans. Nous avions passé par toutes les prisons, la plupart ayant connu celles de Thu Duc, Chi Hoa, Da Nang, Quy Nhon et avions subi toutes les tortures depuis 3 ou 5 ans qu'on se trouvait en tôle. Nous nous disions qu'on nous transférerait dans quelque prison nouvelle pour endurer des sévices encore plus atroces.

Mais l'équipement et l'attitude de nos escorteurs étaient absolument différents des transferts précédents. Chaque groupe de 10 soldats fantoches était commandé par un GI armé jusqu'aux dents, baïonnette au canon. "Nous emmenons-ils au peloton d'exécution ?" me demandais-je. Quelques détenues ayant pensé de même soupiraient et se chuchotaient : "Ah ! cette fois c'est bien la fin !" Moi même je me mettais à réfléchir intensément. Depuis ma détention, j'avais subi mille morts. Si je succombais sous les tortures, ce serait dans l'ordre des choses. Seulement j'avais encore ma mère et mon enfant, un bambin de 3 ans, que j'avais laissés dans mon village sous la menace des poisons chimiques. Quelle douleur pour eux de me savoir dans la tombe ! Mme Ba, à coté de moi, adressait à mi-voix des prières : "Je vous laisse ma fille unique, mon frère ! Dites-lui que j'ai été fusillée par les Américains". D'autres se mordaient les lèvres, tâchant de garder leur calme...

Mais voilà que les autos stoppaient. Descendues de voiture, nous nous

trouvions en présence d'un débarcadère. Ayant vécu 3 ans enfermée derrière les murs des cellules, mes yeux non accoutumés à la lumière étaient éblouis par cette clarté soudaine. Mais on nous embarquait aussitôt. Nous étions enfermées dans une cale hermétique. La température était atroce. Des petites filles tombaient évanouies. L'une d'elles allait succomber au cours du voyage, son corps était jeté par dessus bord.

Au crépuscule, le bateau fit relâche. Nous descendîmes à terre. J'entendis nos escorteurs se féliciter d'être arrivés à Poulo-Condor sans encombre.

C'était Poulo-Condor ! Ce seul nom me fit frissonner. C'est donc ici que nos bourreaux avaient commis tant de crimes ! J'avais entendu parler de ce bagnon comme d'un enfer...

En effet quelques jours plus tard, nous fîmes connaissance avec les tortures habituelles : pinces chauffées au rouge prenant en tenailles nos chairs intimes, supplice de l'eau de savon, clous enfoncés dans les doigts, supplice de l'électricité, piqûre du sérum de vérité, etc. Mais nous étions accoutumées à pareil traitement depuis notre détention. A Thu Duc, la petite Nguyen Thi Cuc fut soumise pendant 3 jours à la torture et avait succombé en disant : "Je vous dis adieu mes sœurs... Mon seul crime est d'avoir désiré la paix... Je vous souhaite de mieux résister aux sévices..."

Mais à Poulo-Condor, en plus de ces tortures, les bourreaux projetaient de piétiner notre honneur pour amadouer la lutte des hommes. D'abord on nous avait mises à part, puis nous fûmes bientôt disséminées dans les cellules bondées où se tenaient enfermés les hommes.

Un jour, ils nous emmenaient toutes

superpuissances impérialistes, l'URSS et les USA, signataires de la résolution anti-palestinienne de l'ONU de 1967 (qui reconnaît l'état d'Israël donc la spoliation des droits du peuple palestinien). Malgré cette situation complexe, la résistance palestinienne mène une lutte acharnée contre l'occupation sioniste, en Palestine occupée : les actions de commandos sont quotidiennes et couronnées de succès.

Dans ces conditions, la campagne hypocrite et sournoise, déclenchée à la suite de l'opération, de Munich contre la résistance palestinienne est particulièrement odieuse. Dans le même camp que la bourgeoisie, les révisionnistes frappent la résistance palestinienne dans le dos. Hypocrite ceux qui crient au fanatisme arabe, mais ferment les yeux sur la répression fasciste en Palestine occupée et la campagne anti arabe dans le monde entier. Hypocrites, ceux qui crient à l'aventurisme coupé des masses et passent systématiquement sous silence les actions de la Résistance palestinienne en Palestine occupée. Hypocrites, ceux qui condamnent cette action sous prétexte qu'elle n'est pas comprise par l'opinion mondiale, mais déforment consciemment aux yeux des masses la nature et les responsabilités de l'opération.

Les marxistes-léninistes ne rentreront pas dans ce concert. Sans juger de l'opportunité de l'action de Munich, ils y voient l'expression de la révolte du peuple palestinien et ils saluent les membres du commando comme des martyrs de la Révolution. Le peuple palestinien saura à travers ses échecs et ses succès se frayer la voie juste pour libérer son territoire.

Le 27 juillet, l'aviation US a largué, sur plusieurs communes du Sud-Vietnam, des milliers d'insectes. Ces insectes se sont attaqués aux cultures de riz dont ils ont détruit une grande partie. Cette nouvelle technique criminelle s'ajoute à toutes celles déjà utilisées par Nixon pour détruire les récoltes. L'épandage de produits toxiques déjà ravagé, fin 70, 44 % des forêts et 43 % des cultures du Sud-Vietnam. L'inondation, à la suite du bombardement des digues, menace aujourd'hui les terres les plus fertiles de la RDV. L'objectif criminel de Nixon est d'affamer et d'exterminer le peuple vietnamien : c'est la seule issue qu'il a trouvée à la débâcle. Nixon paiera pour ses crimes.

ensembles à la torture. Les coups déchiraient nos vêtements, lacéraient nos corps. Pourtant, les gardiens nous violaient devant les détenus. Puis ceux-ci furent contraints de les imiter. Nous nous opposâmes à leur entreprise de toutes nos forces, les détenus étaient révoltés d'une pareille inhumanité. N'ayant pu réaliser leur dessein bestial, ils nous livraient à des meutes de chiens qui nous mordaient cruellement. Pour se venger de notre résistance, les bourreaux enfonçaient des bâtons dans nos parties intimes. Certaines de nous succombaient sous ces odieux supplices.

Les atrocités variées étaient indicibles...

Les cannibales se repaissaient de chair humaine, le plus haï et méprisé de tous, c'est Nixon, car depuis son entrée en fonction, les tortures sadiques augmentaient en fréquence. Les "cages à tigres", les "étables", les "terriers", les "porcheries"... furent construits en grande quantité. Les prisonniers arrivaient par cargaisons... et des tombes nouvelles envahissaient les cimetières de Poulo-Condor...

Malgré toutes ces épreuves, nous avons maintenu sans tache l'honneur de la femme sudvietnamienne, faisant preuve d'un courage et d'une indomptabilité qui forcent le respect de nos bourreaux. Nous nous rappelons sans cesse ces vers : "L'amour n'est beau que dans la lutte, La vie n'est digne d'être vécue que si l'on reste fidèle à son serment"

Nous avons fait solennellement le serment de "Mourir pour que vive la Patrie", nous ne reculerons pas devant la férocité yankee jusqu'à ce que notre pays reconquière son indépendance et sa liberté...

Poulo-Condor, février 1972.

abonnez-vous à front-rouge cccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F

abonnement d'essai : 3 mois : 5 f